

Sous la coordination de  
Olivier Gohin et Franck Durand

Volume 2

**Annuaire 2017 du droit  
de la sécurité et de la défense**

mare & martin

Collection *Droit de la sécurité et de la défense*

# Table des matières

<b>Liste des contributeurs</b> .....	7
<b>Introduction</b> par Franck DURAND .....	13

## I

### ACTES DU SÉMINAIRE SUR L'ÉTAT D'URGENCE, NÉCESSITÉ DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE (IPAG DE PARIS – UNIVERSITÉ PANTHÉON-ASSAS, 31 MARS 2016)

#### Comité scientifique :

Olivier GOHIN, Jérôme MILLET et Bertrand WARUSFEL .....	17
---	----

#### Évolution de la législation sur l'état d'urgence ..... 19 |

1. Législation initiale : loi n° 55-385 du 3 avril 1955 instituant un état d'urgence et en déclarant l'application en Algérie.....	19
2. Législation modifiée applicable au 13 novembre 2015 : loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relatif à l'état d'urgence – Intitulé modifié par LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 – art. 176 (V) .....	23
3. Législation modificative du 20 novembre 2015 : loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions.....	30
4. CC, 19 février 2016, <i>Ligue des droits de l'homme</i> , décision n° 2016-536 QPC sur les perquisitions et saisies administratives dans le cadre de l'état d'urgence.....	35
5. Législation modificative du 21 juillet 2016 : loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste, Titre I <sup>er</sup> :.....	37

6. Législation modificative du 19 décembre 2016 : loi n° 2016-1767 du 19 décembre 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence .....	42
7. CC, 2 décembre 2016, <i>M. Raïme A</i> , décision 2016-600 QPC du 2 décembre 2016 sur les perquisitions administratives dans le cadre de l'état d'urgence (III).....	44
8. Législation modificative du 28 février 2017 : loi n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique, article 38 : .....	46
9. CC, 16 mars 2017, <i>M. Sofryan I</i> , déc. 2017-624 QPC sur la durée maximale de l'assignation à résidence dans le cadre de l'état d'urgence....	47
10. CC, 9 juin 2017, <i>M. Emile L</i> , déc. 2017-635 QPC sur l'interdiction de séjour dans le cadre de l'état d'urgence .....	51
11. Législation sur l'état d'urgence en droit positif : dispositif consolidé au 13 juillet 2017 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence à laquelle renvoient les articles L. 2131-1 du code de la défense et L. 213-1 du code de la sécurité intérieure.....	52
<b>Table des abréviations</b> .....	67
<b>La doctrine allemande de l'état d'exception</b> par Markus C. KERBER .....	69
I. L'évolution historique.....	69
II. L'état d'exception et l'immigration de masse.....	70
<b>L'état d'urgence : un régime semi-séculaire d'application exceptionnelle en France de 1955 à 2005</b> par Jérôme MILLET .....	73
I. Un régime qui a évolué.....	75
A. <i>Les évolutions portées par la loi du 7 août 1955</i> .....	75
B. <i>Les évolutions portées par l'ordonnance du 15 avril 1960</i> .....	76
II. Un régime éprouvé .....	77
A. <i>La crise algérienne</i> .....	77
B. <i>La crise calédonienne</i> .....	81
C. <i>La crise des banlieues</i> .....	82
III. Un régime contrôlé.....	84
A. <i>La décision du Conseil constitutionnel en date du 25 janvier 1985</i> .....	84
B. <i>L'important contentieux de 2005 soumis au juge administratif</i> .....	84
C. <i>La préservation de la place de l'autorité judiciaire au cours des perquisitions administratives</i> .....	85

## **Le régime de l'état d'urgence avant et après la loi du 20 novembre 2015**

par Christian VALLAR.....	89
I. L'état d'urgence avant la loi du 20 novembre 2015 : la conciliation des exigences de la liberté et de la sauvegarde de l'ordre public .....	90
A. <i>Le régime juridique de la loi du 3 avril 1955 : le développement des prérogatives de police administrative</i> .....	90
B. <i>Les décrets de novembre 2015 : une pleine application de l'exception ...</i>	91
II. Les changements apportés par la loi du 20 novembre 2015 : extension des pouvoirs et quête de garanties .....	93
A. <i>La tentative de conciliation entre sécurité et libertés</i> .....	94
B. <i>L'échec de la tentative de constitutionnalisation</i> .....	98

## **L'état d'urgence : droit et contentieux constitutionnels**

par Olivier GOHIN.....	101
I. Une réforme pour peu d'objet.....	110
A. <i>Une réforme inutile pour constitutionnaliser l'état d'urgence</i> .....	111
B. <i>Une réforme visant à consolider l'extension du contrôle parlementaire ..</i>	112
II. Une réforme de peu de contenu .....	114
A. <i>Les dispositions constitutionnelles contre trop de sécurité</i> .....	114
B. <i>Les dispositions constitutionnelles pour plus de liberté</i> .....	117

## **État d'urgence et autorité judiciaire**

par Farah SAFI .....	121
I. État d'urgence et dessaisissement de l'autorité judiciaire au profit du parquet.....	123
A. <i>La confusion des enquêtes</i> .....	123
B. <i>L'effacement de l'instruction</i> .....	126
II. État d'urgence et dessaisissement de l'autorité judiciaire au profit de l'administration .....	129
A. <i>La confusion des rôles</i> .....	130
B. <i>Les conséquences de la confusion</i> .....	131

## **L'état d'urgence et le juge administratif**

par Olivier RENAUDIE .....	143
I. Une compétence confortée .....	145
A. <i>Une compétence confortée par les textes</i> .....	145
B. <i>Une compétence confortée par la jurisprudence</i> .....	147
II. Un office efficace .....	149

A. Juger vite.....	150
B. Bien juger.....	152

**État d'urgence et droit de la Convention européenne des droits de l'homme**

par Thierry RAMBAUD .....	159
I. L'importante marge discrétionnaire de la République française dans le déclenchement de l'état d'urgence .....	164
A. Les raisons : des notions définies de manière large.....	165
B. La portée de cette conception étendue.....	166
II. L'encadrement souple par le droit européen des mesures dérogatoires adoptées dans le cadre de l'état d'urgence .....	167
A. Un contrôle insuffisant de la Cour européenne sur la mise en œuvre du régime de dérogation.....	168
B. L'aménagement d'un tempérament à la marge nationale d'appréciation des États traduisant une prise en compte de la « prééminence du droit » ...	171

**État d'urgence : quand le droit rencontre la crise**

par Bertrand WARUSFEL .....	175
1. Une réaction juridique appropriée à la gravité des événements.....	176
2. Dérives dans l'application ou basculement vers un « État de sécurité » ? .....	179

**II**

**ACTES DU COLLOQUE SUR LE DROIT DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE EN 2016**

**(IPAG DE REIMS – UNIVERSITÉ DE REIMS CHAMPAGNE-ARDENNE, JEUDI 29 & VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2016)**

**Comité scientifique :**

Olivier DUPÉRON, Franck DURAND, Olivier GOHIN, Serge PUGEAULT et Béatrice THOMAS-TUAL.....	187
--	-----

**ATELIER 1**

<b>INSTITUTIONS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE.....</b>	<b>189</b>
--	------------

**La France est-elle en état de guerre ?**

par Florent BAUDE.....	191
I. La guerre en tant que simple constat présidentiel.....	194
A. La déclaration de guerre.....	195
B. L'agression armée .....	197

II. L'introuvable état de guerre.....	201
<i>A. L'identification du régime juridique de l'état de guerre .....</i>	201
<i>B. L'absence d'état de guerre.....</i>	205
<b>Un droit de la sécurité nationale ? Approche constitutionnelle</b>	
par Olivier GOHIN.....	211
I. La prépondérance dans la Constitution de l'institutionnel sur le fonctionnel.....	213
<i>A. La force de l'institutionnel dans les Constitutions françaises .....</i>	214
<i>B. La faiblesse du fonctionnel dans les Constitutions françaises .....</i>	217
II. La redéfinition dans la Constitution de l'institutionnel en relation avec le fonctionnel.....	218
<i>A. La difficile prise en compte dans la Constitution du fonctionnel en évolution .....</i>	219
<i>B. La recherche de nouvelles solutions institutionnelles dans la Constitution.....</i>	220
<b>La réforme de la police parisienne : rupture ou continuité ?</b>	
par Olivier RENAUDIE .....	227
I. La genèse de la réforme.....	229
<i>A. L'initiative de la maire de Paris.....</i>	230
<i>B. Le dépôt d'un projet de loi .....</i>	231
II. La substance de la réforme.....	232
<i>A. La modification de la répartition des compétences entre les autorités de police.....</i>	232
<i>B. La création d'une police municipale qui ne dit pas son nom .....</i>	234
<b>Le rôle des préfets dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile</b>	
par Fabien VALLÉE .....	239
I. La complexification du pouvoir de direction.....	244
<i>A. Complexification de la réglementation locale en matière de sûreté .....</i>	245
<i>B. Complexification de la coordination locale d'une multiplicité d'acteurs de la sûreté.....</i>	247
II. La simplification du pouvoir de contrôle.....	251
<i>A. Simplification du contrôle des personnes physiques.....</i>	252
<i>B. Simplification du contrôle des personnes morales.....</i>	258
<b>L'organisation administrative du renseignement en France</b>	
par Lilian DAILLY.....	267

I. La bureaucratisation du renseignement .....	270
A. <i>Les structures du renseignement extérieur et militaire (1981-1992)</i> .....	270
B. <i>Les structures du renseignement intérieur et policier (2008-2014)</i> .....	273
II. La modernisation du fonctionnement des administrations du renseignement.....	275
A. <i>Le rapprochement des services près du politique</i> .....	276
B. <i>Le décloisonnement des services</i> .....	278
<b>ATELIER 2</b>	
<b>MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC ET GENDARMERIE NATIONALE</b> .....	281
<b>Le droit pénal des réunions, manifestations et attroupements</b>	
par Christophe AUBERTIN .....	283
I. Les caractères généraux des infractions .....	285
A. <i>Le caractère politique</i> .....	285
B. <i>Le caractère collectif</i> .....	287
II. Les infractions imputables aux participants.....	289
A. <i>La contravention de dissimulation du visage</i> .....	289
B. <i>Les délits de participation illicite à un rassemblement</i> .....	290
III. Les infractions imputables aux instigateurs.....	292
A. <i>La provocation à attroupement délictueux</i> .....	293
B. <i>L'organisation irrégulière de manifestation</i> .....	294
<b>Le temps de travail des militaires de la Gendarmerie nationale</b>	
par Jérôme MILLET .....	297
<b>Regards sur la loi Godfrain du 5 janvier 1988</b>	
<b>relative à la fraude informatique</b>	
par Marc WATIN-AUGOUARD.....	309
I. La loi Godfrain au regard de la jurisprudence.....	312
A. <i>L'accès ou le maintien frauduleux dans un STAD</i> .....	312
B. <i>L'entrave au fonctionnement d'un STAD</i> .....	315
C. <i>La protection pénale des données</i> .....	316
D. <i>L'analyse in concreto des atteintes aux STAD</i> .....	319
II. Une responsabilité pénale des hackers à géométrie variable.....	320
A. <i>Les cas d'aggravation</i> .....	320
B. <i>L'irresponsabilité pénale reconnue à certains acteurs étatiques</i> .....	324
C. <i>« Hackers Ethiques » et loi Godfrain</i> .....	326

<b>La force de gendarmerie européenne (EUROGENDFOR) : contribution à l'Europe de la sécurité</b>	
par Franck DURAND.....	335
I. La force de gendarmerie européenne : une souplesse organique et fonctionnelle atypique.....	339
A. <i>L'organisation de la force de gendarmerie européenne</i> .....	340
B. <i>Les modalités de mise en œuvre de la force de gendarmerie européenne</i> ....	343
II. La force de gendarmerie européenne : succès tactiques et limites politiques .....	347
A. <i>Les missions accomplies par la force de gendarmerie européenne</i> .....	347
B. <i>Les enjeux politiques européens en matière de sécurité</i> .....	353

<b>Opération Sentinelle et responsabilité des militaires</b>	
par Marie-Charlotte DIZÈS et Béatrice THOMAS-TUAL .....	363
I. Le militaire auteur d'un préjudice : une exonération de responsabilité élargie .....	366
A. <i>L'exonération de responsabilité et l'extension de la notion de faute         de service</i> .....	366
B. <i>L'irresponsabilité pénale du militaire : l'élargissement discutabile         des règles de droit commun</i> .....	369
II. Le militaire victime d'un préjudice : une protection limitée .....	372
A. <i>Une adaptation timide de la protection fonctionnelle</i> .....	373
B. <i>La question de la réparation du préjudice pour le militaire         et ses ayants droit</i> .....	374

<b>ATELIER 3</b>	
<b>MOYENS DE LA SÉCURITÉ ET DE LA DÉFENSE</b> .....	377

<b>Le renseignement pénitentiaire</b> .....	379
par Alexis DEPRAU .....	379
I. Le bureau du renseignement pénitentiaire, un service de renseignement à part entière.....	380
A. <i>L'organisation du renseignement pénitentiaire</i> .....	380
B. <i>La mission de renseignement justifiée par les menaces         à la sécurité intérieure</i> .....	382
II. Un renseignement permis grâce aux outils de renseignement .....	386
A. <i>Les outils administratifs du renseignement opérationnel</i> .....	387
B. <i>Des outils administratifs similaires aux techniques de renseignements         et/ou aux techniques spéciales d'enquête</i> .....	389
C. <i>La réponse opérationnelle assurée par des unités spécialisées</i> .....	391

<b>Le conseil en sûreté en France, cet orphelin de la loi du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de sécurité</b>	
par Guillaume FARDE .....	395
I. Le conseil en sûreté en France : essai de définition .....	397
A. <i>Le périmètre et l'évolution de l'activité</i> .....	397
B. <i>L'état de la réglementation</i> .....	400
II. Les modalités et attendus d'un contrôle de la profession .....	402
A. <i>La philosophie du contrôle</i> .....	402
B. <i>L'effectivité du contrôle</i> .....	404
<b>Police municipale et fichiers informatiques</b>	
par Mélanie FÈVRE .....	407
I. L'accès encadré de la police municipale aux fichiers informatiques....	409
A. <i>Des fichiers respectant le cadre juridique imposé par la CNIL</i> .....	409
B. <i>L'accès parcimonieux des policiers municipaux aux fichiers</i> .....	412
II. La responsabilité de l'exécutif et de l'agent en matière de fichier .....	415
A. <i>Le maire et le respect du cadre juridique des fichiers</i> .....	415
B. <i>L'agent de police municipale et l'utilisation illégale des fichiers</i> .....	419
<b>La sécurité civile dans la politique de sécurité et de défense</b>	
par Bertrand PAUVERT .....	425
I. La sécurité civile, nécessité de la politique de sécurité et de défense..	429
A. <i>La consécration d'une vision globale de la sécurité et de la défense</i> .....	429
B. <i>La traduction d'une vision globale de la sécurité et de la défense</i> .....	431
II. La sécurité civile, oubliée de la politique de sécurité et de défense ..	434
A. <i>L'imprécision de la répartition des compétences</i> .....	435
B. <i>Les faux-semblants de l'esprit de défense</i> .....	437
<b>Protection des données personnelles, objets connectés et chiffrement des données</b>	
par Maximilien LANNA .....	443
I. La dispersion des données personnelles des individus.....	445
A. <i>Les objets connectés, vecteur de dispersion des données personnelles</i> .....	445
B. <i>Les objets connectés, objets juridiques insaisissables</i> .....	448
II. Des exigences contradictoires en matière de protection des données	449
A. <i>La sécurité publique, limite légitime à la protection des données</i> .....	449
B. <i>Le renforcement de la protection des données</i> .....	452



**Conseillers juridiques opérationnels dans les armées des États membres de l'OTAN et nouveaux modes de conflit**

par Nicolas LE SAUX ..... 455

I. Genèse et évolution des conseillers juridiques opérationnels dans les forces de l'OTAN ..... 457

A. *L'influence américaine, une intégration horizontale* ..... 457

B. *Le modèle du LEGAD des armées de certains États membres de l'OTAN*..... 459

II. Impact des nouveaux modes de conflits..... 463

A. *L'applicabilité du droit*..... 464

B. *Rôles et responsabilités du LEGAD dans ce nouveau type d'engagements*..... 466

Conclusion..... 469

**ATELIER 4**

**TERRORISME ET LUTTE CONTRE LE TERRORISME**..... 471

**L'Union européenne face au défi de la radicalisation terroriste : sous la tunique de la « nouvelle gouvernance », le retour de l'intergouvernemental ?**

par Pierre BERTHELET ..... 473

I. Une action européenne très opérationnelle, à la normativité faible ... 476

A. *De la lutte antiterroriste à la lutte contre la radicalisation*..... 476

B. *Une action de nature pragmatique* ..... 480

C. *Le Réseau de sensibilisation à la radicalisation, cheville ouvrière du dispositif institutionnel* ..... 484

II. Une action européenne à caractère pratique, manifestation de la « **nouvelle gouvernance** » ..... 487

A. *La « nouvelle gouvernance » comme alternative à la méthode communautaire* ..... 487

B. *Un mode d'action privilégiant la flexibilité et l'absence de contrainte*... 491

C. *Un retour de la méthode intergouvernementale sous les traits de la nouvelle gouvernance*..... 495

**La déchéance de nationalité pour terrorisme et le droit international public**

par Pascale MARTIN-BIDOU ..... 499

I. La reconnaissance du droit à une nationalité en droit international public..... 502

A. *L'incertitude des textes*..... 502





B. <i>Le droit à la nationalité : une coutume internationale ?</i> .....	504
II. L'encadrement de la déchéance par le droit international public.....	508
A. <i>L'interdiction de la privation arbitraire de la nationalité</i> .....	508
B. <i>La protection par le droit international</i> .....	509

**Légitime défense et lutte contre le terrorisme : légalité internationale et justifications nationales**

par Anne-Sophie TRAVERSAC.....	515
I. Le temps de l'argument de légitime défense.....	519
A. <i>La sinueuse et ambigüe abondance des arguments français</i> .....	520
B. <i>La systématisation de la légitime défense comme fondement juridique de la lutte contre le terrorisme</i> .....	525
II. L'argument de légitime défense dans le temps.....	527
A. <i>Les faiblesses institutionnelles avérées des Nations Unies dans le cadre de la lutte contre le terrorisme</i> .....	528
B. <i>D'une exception durable au droit commun : l'état de légitime défense perpétuelle</i> .....	531

**Vigipirate et la lutte contre l'intimidation de la menace terroriste**

par Thomas BOUSSARIE.....	533
I. Vigipirate, un instrument de droit souple de lutte contre l'intimidation.....	538
A. <i>Le support : un « espace d'expression juridique » original</i> .....	538
B. <i>Le contenu : une juridicisation de la communication publique</i> .....	539
II. Vigipirate, un instrument perfectible de lutte contre l'intimidation.....	543
A. <i>L'inadaptation à l'intensité de la menace terroriste</i> .....	543
B. <i>Les effets contestables de la communication publique</i> .....	544

**La sécurité privée et la prévention du terrorisme**

par Xavier LATOUR.....	547
I. La sécurité privée, un acteur bridé de la prévention du terrorisme....	549
A. <i>L'élargissement progressif des missions</i> .....	550
B. <i>Les moyens limités</i> .....	553
II. La sécurité privée, un acteur discuté de la prévention du terrorisme .....	555
A. <i>Des missions incertaines</i> .....	555
B. <i>Des moyens sensibles</i> .....	558



<b>Conférence publique de clôture. Sécuriser la liberté : gardien de la paix</b> par Patrick LACLÉMENCE .....	563
I. Vivre avec nos paradoxes .....	564
A. <i>Le paradoxe de violence</i> .....	564
B. <i>Violence et délinquance : un amalgame</i> .....	564
C. <i>Paradoxe de la tolérance</i> .....	565
II. Mutations et variations des « <i>modus operandi</i> » .....	567
A. <i>De la délinquance à la violence de frustrations</i> .....	567
B. <i>Globalisation : une frayeur à « grand spectacle »</i> .....	567
C. <i>Le « global player » : mondialisation des peurs</i> .....	568
III. Sécurité globale : un défi de liberté .....	569
A. <i>Sécurité globale : Une vision partagée</i> .....	569
B. <i>Liberté et sécurité : une approche globale</i> .....	570
C. <i>Entre Continuité et permanence : protéger la décision</i> .....	571
D. <i>L'État, gardien de la paix publique</i> .....	571